



Assemblée générale

Distr. générale
27 octobre 2008
Français
Original : anglais

Soixante-troisième session

Point 130 de l'ordre du jour

**Financement du Tribunal international chargé
de juger les personnes accusées d'actes de génocide
ou d'autres violations graves du droit international
humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens
rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire
d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994**

**Prévisions budgétaires révisées pour l'exercice
biennal 2008-2009 concernant le Tribunal international
chargé de juger les personnes accusées d'actes
de génocide ou d'autres violations graves du droit
international humanitaire commis sur le territoire
du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes
ou violations commis sur le territoire d'États voisins
entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994**

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport expose les dépenses additionnelles, d'un montant total (net des contributions du personnel) de 27 millions de dollars, qui se sont avérées nécessaires depuis l'approbation par l'Assemblée générale, dans sa résolution 62/229, du budget du Tribunal pénal international pour le Rwanda pour l'exercice biennal 2008-2009. Ces dépenses additionnelles résulteront principalement des modifications apportées au calendrier des procès pour 2009 à la suite de l'arrestation récente de certains des accusés de premier rang et pour permettre la poursuite en 2009 d'un certain nombre de procès dont l'achèvement était prévu pour 2008. L'Assemblée générale est invitée à ouvrir pour l'exercice 2008-2009 un crédit additionnel d'un montant brut de 28 851 100 dollars (montant net : 26 959 100 dollars) pour inscription au Compte spécial du Tribunal pénal international pour le Rwanda.



I. Introduction

1. Par sa résolution 62/229, l'Assemblée générale a décidé d'ouvrir, pour inscription au Compte spécial du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais accusés de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 1994, un crédit d'un montant brut de 267 356 200 dollars (montant net : 247 466 600 dollars) pour l'exercice biennal 2008-2009.

2. Aux paragraphes 8 et 48 de son rapport à l'Assemblée générale sur le budget du Tribunal pour l'exercice 2008-2009 (A/62/468), le Secrétaire général avait indiqué que les recherches menées en vue de l'arrestation des six accusés de premier rang encore en fuite (Felicien Kabuga, Protais Mpiranya, Augustin Ndirabatswe, Callixte Ntabonimana, Augustin Bizimana et Idelphonse Nizeyimana) avaient été intensifiées. Parmi ces fugitifs, que le Tribunal devait juger en priorité, figuraient certains des suspects de génocide les plus notoires, dont Felicien Kabuga. Le Conseil de sécurité a souligné qu'il importait que Kabuga soit dès que possible arrêté et jugé par le Tribunal. Il était aussi indiqué dans le rapport du Secrétaire général que le calendrier des procès pour 2008-2009, en fonction duquel les prévisions budgétaires avaient été établies, ne comprenait pas les procès des six fugitifs, et que des prévisions révisées seraient par conséquent présentées s'ils étaient appréhendés.

3. Depuis l'approbation du budget du Tribunal pour 2008-2009, deux faits nouveaux ayant une incidence sur le calendrier des procès, ont nécessité la révision des prévisions budgétaires. Premièrement, trois des accusés qui étaient encore en fuite lors de l'établissement du budget du Tribunal (Ndirabatswe, Ntabonimana et Dominique Ntawukuriryayo) ont été appréhendés récemment. Deuxièmement, pour des raisons indépendantes de sa volonté, le Tribunal a dû revoir le calendrier des procès pour 2009, en reportant à 2009 la date d'achèvement de certains procès en première instance qu'il était prévu de mener à terme en 2008 au moment de l'établissement du projet de budget du Tribunal pour 2008-2009.

II. Programme de travail révisé pour 2009

4. Au 22 février 2008, Ndirabatswe, Ntabonimana et Ntawukuriryayo avaient été appréhendés. Les deux premiers sont parmi les six fugitifs qui, selon la stratégie de fin de mandat du Tribunal, doivent être jugés en priorité. Il était prévu que les procès de Ndirabatswe et Ntabonimana s'ouvrent au plus tard vers la fin de 2008. Cependant, vu l'emploi du temps chargé des juges et le manque de salles d'audience, ils ont dû être reportés au début de 2009.

5. Il était initialement prévu aussi que Ntawukuriryayo soit déféré à un tribunal national. Cependant, le Procureur n'a pas réussi à trouver une juridiction nationale compétente qui accepte d'être saisie de l'affaire. Depuis l'arrestation du fugitif, il a étudié plus avant son dossier. Sur la foi de cet examen, et constatant qu'aucun pays n'était disposé à accepter que l'affaire soit déferée à l'un de ses tribunaux, il est parvenu à la conclusion que Ntawukuriryayo serait jugé par le Tribunal pénal international; le procès devrait s'ouvrir au début de 2009.

6. Par ailleurs, le Tribunal a pris du retard sur le programme de travail prévu pour 2008-2009, et certains procès qui étaient censés s'achever en 2008 se poursuivront en 2009. Plus précisément, on s'attend à ce que les auditions de témoins débordent sur 2009 en l'affaire *Karemera*, qui met en cause trois inculpés, ainsi qu'en cinq affaires individuelles (*Kalimanzira*, *Setako*, *Bagaragaza*, *Nshogoza* et *Muvunyi*, cette dernière faisant l'objet d'un procès en révision).

7. Bien que dans trois autres affaires mettant chacune en cause plusieurs inculpés (14 au total), à savoir les affaires *Butare*, *Militaires II* et *Gouvernement II*, ainsi que dans une affaire individuelle (*Nsegimana*), l'achèvement des auditions de témoins soit prévu pour 2008, les jugements ne seront rendus qu'en 2009.

8. Le 29 août 2008, la Chambre d'appel a annulé le verdict rendu et la condamnation prononcée en l'affaire *Tharcisse Muvunyi* et ordonné un nouveau procès pour lequel elle n'a retenu qu'un chef d'accusation, décision qui est venue alourdir le calendrier des procès pour 2009.

9. Le Tribunal prévoit de s'occuper en 2009 de 17 affaires mettant en cause un total de 30 inculpés, et se répartissant comme suit :

a) Affaires en lesquelles le procès est parvenu au stade du délibéré : quatre affaires mettant en cause 15 inculpés [*Butare* (6 inculpés); *Militaires II* (4 inculpés); *Gouvernement II* (4 inculpés); et *Nsengimana*];

b) Affaires en lesquelles le procès actuellement en cours s'achèvera en 2009 : six affaires mettant en cause un total de 8 inculpés : *Karemera* (3 inculpés); *Callixte Kalimanzira*; *Ephrem Setako*; *Michel Bagaragaza*; *Tharcisse Muvunyi*; et *Leonidas Nshogoza*;

c) Affaires en lesquelles le procès se déroulera entièrement en 2009 : trois affaires individuelles (*Augustin Ndirabatware*, *Callixte Ntabonimana* et *Dominique Ntawukuriyayo*);

d) Quatre affaires qu'il était prévu de renvoyer devant un tribunal rwandais, mais que le Tribunal pourrait avoir à juger si la Chambre d'appel confirme les décisions par lesquelles les Chambres de première instance ont rejeté la requête de renvoi présentée par le Procureur (affaires *Yussuf Munyakazi*, *Gaspard Kanyarukiga* et *Idelphonse Hategekimana*). La quatrième affaire (*Jean Baptiste Gatete*) est en instance devant la Chambre de première instance qui a rejeté la requête de renvoi de l'affaire *Hategekimana*.

III. État d'avancement des procès et suite donnée aux requêtes de renvoi au 31 août 2008

10. Le calendrier d'achèvement des procès en cours a été revu compte tenu des progrès accomplis depuis l'établissement du projet de budget du Tribunal pour 2008-2009.

11. Six procès mettant en cause neuf inculpés sont parvenus au stade du délibéré. Il s'agit du procès en l'affaire *Militaires II* (six inculpés), et de cinq procès individuels (*Renzaho*, *Rukundo*, *Nchamihigo*, *Bikindi* et *Zigiranyirazo*).

12. Le Tribunal prévoyait initialement de s'occuper en 2008 de procès concernant au total 23 accusés. Cependant, les procès en cours à la fin août 2008 ne

concernaient que 19 accusés. Il s'agissait du procès en l'affaire *Butare* (six inculpés), du procès en l'affaire *Gouvernement II* (quatre inculpés), du procès en l'affaire *Militaires II* (quatre inculpés) et du procès en l'affaire *Karamera* (trois inculpés), ainsi que de deux procès individuels (*Kalimanzira* et *Setako*). Il est prévu que tous ces procès se poursuivent en 2009. Le procès intenté contre *Nshogoza* pour outrage au Tribunal doit s'ouvrir en septembre, et il est prévu qu'il se poursuivra en 2009.

13. En l'affaire *Gouvernement II*, les auditions de témoins sont achevées, mais la Chambre de première instance n'a pas encore reçu les conclusions récapitulatives ni entendu le réquisitoire et le plaidoyer. Les chambres de première instance estiment pouvoir achever d'ici à la fin de 2008 l'audition des témoins en l'affaire *Butare* (six inculpés). Le dépôt des conclusions récapitulatives, le réquisitoire et le plaidoyer sont prévus pour le premier trimestre de 2009. En l'affaire *Militaires II* (quatre inculpés), les auditions de témoins devraient s'achever dans le courant du quatrième trimestre de 2008. En l'affaire *Karamera* (trois inculpés), elles devraient être menées à bien vers la mi-2009.

14. Le procès *Kalimanzira* était censé s'ouvrir au quatrième trimestre de 2007. Cependant, la date d'ouverture a dû être reportée à janvier 2008, puis à la fin avril 2008, faute de juges disponibles et de salles d'audience. Il est maintenant prévu que le procès s'achèvera dans le courant du premier semestre de 2009. Le procès *Setako* était aussi censé s'ouvrir au dernier trimestre de 2007. Faute de juges disponibles et de salles d'audience, et faute aussi de dates disponibles dans le calendrier d'audiences très chargé des chambres de première instance, il ne s'est ouvert que le 25 août 2008. Bien que les procès individuels soient en général menés assez rapidement, il apparaît maintenant très probable que ces deux procès débordront sur le premier semestre de 2009.

15. Le procès *Nzabonimana* devrait s'ouvrir en janvier et s'achever en juin 2009. Les procès *Nzirabatware* et *Ntawukurirayo* devraient s'ouvrir en mai et s'achever en octobre 2009. Les dates d'ouverture dépendront de la disponibilité de salles d'audience et de l'emploi du temps des présidents de chambre.

16. Depuis juin 2007, le Procureur a déposé des requêtes de renvoi à des juridictions rwandaises d'affaires mettant en cause quatre détenus (*Munyakazi*, *Kanyarukiga*, *Gatete* et *Hategekimana*) et un fugitif (*Fulgence Kayishema*). Les chambres de première instance ont rejeté les requêtes de renvoi pour *Munyakazi*, *Kanyarukiga*, *Gatete* et *Hategekimana*. Elles n'ont pas encore statué sur les requêtes de renvoi concernant *Kayishema* et *Gatete*, mais il est probable que ces requêtes seront aussi rejetées, étant donné qu'elles ont été déposées pour le même motif que celles qui l'ont déjà été. Il résulte de ces rejets que la réduction attendue de la charge de travail du Tribunal pour 2008-2009 ne s'est pas concrétisée. Les affaires concernant les quatre détenus ont été ajoutées au rôle du Tribunal et *Munyakazi*, *Kanyarukiga*, *Gatete* et *Hategekimana* seront jugés en 2009 par les chambres de première instance.

17. L'ordonnance de renvoi de l'affaire *Michel Bagaragaza* devant une juridiction néerlandaise a dû être rapportée, les tribunaux néerlandais s'étant déclarés incompétents. En cette affaire, la négociation d'un plaidoyer de culpabilité qui était prévue pour juillet 2008 n'a pas eu lieu. Étant donné que rares sont les États Membres qui sont disposés à accepter le renvoi d'une affaire devant leurs tribunaux,

à supposer que ceux-ci aient compétence, le Procureur a décidé que Bagaragaza serait jugé à Arusha par le Tribunal en 2009.

18. Le rejet des requêtes de renvoi d'affaires devant les tribunaux rwandais déposées en application de l'article 11 bis du Règlement de procédure et de preuve a aussi des répercussions sur le traitement des affaires concernant les 13 accusés encore en fuite. Le Procureur avait initialement prévu de demander le renvoi de ces affaires devant des tribunaux nationaux (sauf celles concernant Kabuga, Mpiranya, Bizimana, Nizeyimana, Ngirabatware et Nzabonimana). Les plans de recherche ont été modifiés à la suite du rejet des requêtes de renvoi afin de concentrer les efforts sur les six fugitifs de premier rang, qu'il est prévu depuis le départ de traduire devant les chambres de première instance du Tribunal. Deux des six inculpés (Ngirabatware et Nzabonimana) ont été arrêtés, mais les quatre autres sont toujours en fuite. Bien que le Procureur n'ait pas réussi à convaincre d'autres pays d'accepter le renvoi d'affaires, le Rwanda s'est déclaré prêt à accepter le renvoi de toute affaire devant ses tribunaux, y compris les affaires concernant les fugitifs. Cependant, le Procureur, sachant que les chambres sont peu disposées à renvoyer des affaires devant les tribunaux rwandais, va devoir maintenant intensifier les recherches en vue de l'arrestation des 13 inculpés encore en fuite, qui seront jugés par les chambres de première instance du Tribunal.

IV. Prévisions de dépenses additionnelles pour l'exercice biennal 2008-2009

Tableau 1
Dépenses additionnelles, par composante
(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montant inscrit au budget approuvé pour 2008-2009</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Montant révisé pour 2008-2009</i>
Dépenses			
A. Chambres	8 996,9	1 073,6	10 070,5
B. Bureau du Procureur	58 965,5	8 395,2	67 360,7
C. Greffe	190 760,9	19 382,3	210 143,2
D. Gestion des dossiers et archives	8 632,9		8 632,9
Total (brut)	267 356,2	28 851,1	296 207,3
Recettes			
Recettes provenant des contributions du personnel	19 889,6	1 892,0	21 781,6
Total (net)	247 466,6	26 959,1	274 425,7

Tableau 2
Dépenses additionnelles, par objet de dépense
 (En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montant inscrit au budget approuvé pour 2008-2009</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Montant révisé pour 2008-2009</i>
Postes	170 097,2	–	170 097,2
Autres dépenses de personnel	16 556,4	16 389,7	32 946,1
Émoluments de non-fonctionnaires	8 362,5	1 073,6	9 436,1
Consultants et experts	1 034,0	50,0	1 084,0
Frais de voyage des représentants	634,4	–	634,4
Voyages	4 977,6	1 320,9	6 298,5
Services contractuels	23 714,2	7 234,4	30 948,6
Frais généraux de fonctionnement	13 485,6	599,5	14 085,1
Frais de représentation	7,1	–	7,1
Fournitures et accessoires	3 172,9	291,0	3 463,9
Mobilier et matériel	2 347,7	–	2 347,7
Travaux d'amélioration des locaux	289,8	–	289,8
Subventions et contributions	2 787,2	–	2 787,2
Contributions du personnel	19 889,6	1 892,0	21 781,6
Total (brut)	267 356,2	28 851,1	296 207,3
Recettes			
Recettes provenant des contributions du personnel	19 889,6	1 892,0	21 781,6
Total (net)	247 466,6	26 959,1	274 425,7

19. Les dépenses additionnelles prévues devraient permettre de couvrir le coût de l'achèvement des procès en cours qui portent sur des affaires complexes mettant chacune en cause plusieurs inculpés, de l'achèvement de deux procès individuels qui doivent se prolonger en 2009, et de toutes les phases des procès portant sur 10 affaires nouvelles : celles concernant les trois accusés récemment arrêtés (Nzabonimana, Ntawukuriryayo et Ngirabatware); l'affaire *Bagaragaza*; quatre affaires pour lesquelles une requête de renvoi aux tribunaux rwandais a été rejetée par les chambres de première instance (affaires *Munyakazi*, *Kanyarukiga*, *Hategekimana* et *Gatete*); l'affaire *Muvunyi* (procès en révision) et l'affaire *Leonidas Nshogoza* (outrage au Tribunal).

20. L'une des hypothèses retenues en 2007 lors de l'établissement du projet de budget, du Tribunal pour 2008-2009 était que l'activité du Tribunal se ralentirait durant l'exercice, ce qui permettrait de supprimer 339 postes en 2009 : a) 193 postes avec effet au 1^{er} janvier 2009 (7 P-5, 7 P-4, 31 P-3, 35 P-2, 33 postes d'agent des services généraux (Autres classes), 19 postes d'agent du Service de sécurité et 61 postes d'agent local); b) 146 postes avec effet au 1^{er} juillet 2009 (2 P-4, 14 P-3, 28 P-2, 1 poste d'agent des services généraux (1^{re} classe), 19 postes d'agent des services généraux (Autres classes), 18 postes d'agent du Service de sécurité, 60

postes d'agent local et 4 postes d'agent du Service mobile). Toutefois, comme indiqué au paragraphe 16 du rapport du Secrétaire général sur le budget du Tribunal pour 2008-2009 (A/63/468), ces 146 postes devaient en fait être aussi supprimés avec effet au 1^{er} janvier 2009, mais des crédits étaient prévus pour du personnel temporaire (autre que pour les réunions) afin de permettre, le cas échéant, le maintien des fonctions correspondantes jusqu'au 30 juin 2009, ce qui devrait laisser au Tribunal la latitude voulue pour accélérer ou ralentir les suppressions de fonctions selon la charge de travail entraînée par les procès, particulièrement lourde durant leur phase finale. Comme il est expliqué dans les paragraphes qui précèdent, le calendrier révisé des procès prévoit pour le Tribunal, jusqu'au troisième trimestre de 2009, une charge de travail aussi importante qu'en 2008. En conséquence, les fonctions relevant des 339 postes qu'il était prévu de supprimer devront être maintenues sélectivement jusqu'au 30 septembre 2009, afin d'assurer les services indispensables au bon déroulement des procès et de permettre aux chambres de première instance d'organiser leurs travaux de manière à utiliser au maximum les salles d'audience disponibles et à rationaliser l'emploi du temps des juges. Les dépenses entraînées par le maintien des fonctions relevant de ces postes seront couvertes au moyen de crédits ouverts pour du personnel temporaire (autre que pour les réunions).

A. Chambres

21. Le 6 juin 2008, le Président du Tribunal a adressé au Secrétaire général, en le priant de la transmettre aux présidents du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, pour examen et décision, une lettre dans laquelle il demandait la prorogation du mandat d'un certain nombre de juges; il expliquait que cette demande était motivée par des faits nouveaux qui nécessitaient la révision du calendrier des procès et l'allocation au Tribunal de ressources supplémentaires pour lui permettre de mener les procès à terme dans les meilleurs délais (voir A/62/896-S/2008/436). Par sa résolution 1824 (2008), le Conseil de sécurité a approuvé la prorogation des mandats des juges concernés, en indiquant qu'il comptait que cette décision améliorerait l'efficacité des procédures et faciliterait la réalisation de la stratégie de fin de mandat du Tribunal. L'Assemblée générale, par sa décision 62/421 du 28 juillet 2008, a confirmé qu'elle approuvait la prorogation du mandat des juges permanents et des juges *ad litem* du Tribunal.

22. Compte tenu des incidences que les faits nouveaux susmentionnés ont sur la charge de travail du Tribunal, il est prévu d'apporter les modifications suivantes à la grille d'affectations judiciaires :

- a) Deux juges (1 juge permanent et 1 juge *ad litem*) cesseraient de siéger dans le courant de 2008;
- b) Un juge permanent cesserait de siéger d'ici à la fin de 2008;
- c) Douze juges (6 juges permanents et 6 juges *ad litem*) cesseraient de siéger d'ici au 30 septembre 2009;
- d) Cinq juges (3 juges permanents et 2 juges *ad litem*) continueraient de siéger jusqu'au 31 décembre 2009.

Tableau 3

Dépenses additionnelles prévues, par objet de dépense – Chambres

(En milliers de dollars des États-Unis)

Budget statutaire

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montant inscrit au budget approuvé pour 2008-2009</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Montant révisé pour 2008-2009</i>
Émoluments de non-fonctionnaires	8 362,5	1 073,6	9 436,1
Frais de voyage des représentants	634,4		634,4
Total (brut)	8 996,9	1 073,6	10 070,5

Dépenses additionnelles*Émoluments des juges*

23. Les dépenses additionnelles (1 073 600 dollars) couvriront le coût des émoluments des quatre juges permanents et quatre juges *ad litem* dont le mandat a été prorogé en prévision des nouveaux procès.

B. Bureau du Procureur

Tableau 4

**Dépenses additionnelles prévues, par objet de dépense
– Bureau du Procureur**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Budget statutaire

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montant inscrit au budget approuvé pour 2008-2009</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Montant révisé pour 2008-2009</i>
Postes	49 775,2	–	49 775,2
Autres dépenses de personnel	–	6 515,2	6 515,2
Consultants et experts	466,2	50,0	516,2
Voyages	2 291,8	885,9	3 177,7
Frais généraux de fonctionnement	541,1	184,1	725,2
Contributions du personnel	5 891,2	760,0	6 651,2
Total (brut)	58 965,5	8 395,2	67 360,7
Recettes			
Recettes provenant des contributions du personnel	5 891,2	760,0	6 651,2
Total (net)	53 074,3	7 635,2	60 709,5

Dépenses additionnelles

Autres dépenses de personnel

24. Le budget du Tribunal pour l'exercice 2008-2009 prévoyait la suppression, avec effet au 1^{er} janvier 2009, de 67 postes relevant du Bureau du Procureur. Toutefois, du fait des modifications apportées au calendrier des procès, les fonctions relevant de ces postes devront être maintenues jusqu'au 30 septembre 2009. Les dépenses additionnelles prévues (6 515 200 dollars) couvriront le coût du maintien pour un maximum de neuf mois, des fonctions relevant de ces 67 postes (5 P-5, 5 P-4, 23 P-3, 23 P-2, 6 postes d'agent des services généraux (Autres classes) et 5 postes d'agent local); il est proposé que ces dépenses soient couvertes par un crédit ouvert au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions). Cette formule donnera au Bureau du Procureur la latitude voulue pour accélérer ou ralentir les suppressions de postes en fonction de l'évolution de sa charge de travail.

Consultants et experts

25. Les dépenses additionnelles (50 000 dollars) couvriront le coût des services de consultants et de témoins experts supplémentaires dont auront besoin les équipes judiciaires durant l'instruction et les procès. Les consultants seront chargés d'analyser des documents ou de réaliser des études sur des questions se rapportant aux procès, d'aider les enquêteurs et les substituts du Procureur au stade de l'instruction et auront à se rendre à Kigali ou Arusha pour présenter leurs rapports et informer les avocats généraux de l'état d'avancement de leurs travaux. Les témoins experts, spécialistes confirmés dans leur domaine, conseilleront l'accusation pendant la phase d'instruction et durant les procès sur des questions relevant de leur compétence. Le Procureur et ses collaborateurs ont besoin de prendre l'avis d'experts sur des témoignages potentiels ou les moyens que peut faire valoir la défense; ces experts peuvent ensuite être ou non cités comme témoins à charge. Durant l'instruction, il peut aussi être nécessaire de faire appel à des experts pour évaluer certains éléments de preuve, notamment des preuves scientifiques.

Voyages

26. Les dépenses additionnelles (885 900 dollars) couvriront le coût des voyages en mission des fonctionnaires de la Division des poursuites et de la Section des enquêtes appelés à se déplacer pour vérifier les antécédents de tous les témoins cités par la défense, procéder à des contre-interrogatoires et préparer les témoins à charge. Des enquêteurs devront se déplacer pour rencontrer et interroger des témoins, préparer les témoins à charge, réfuter des dépositions de témoins de la défense et signifier les assignations à témoin. Des fonctionnaires du Bureau du Procureur devront voyager au Rwanda et dans d'autres pays pour répondre aux requêtes de présentation à la Chambre d'appel de moyens de preuve supplémentaires en application de l'article 115 du Règlement de procédure et de preuve, vérifier les alibis, établir les antécédents judiciaires des témoins et valider les informations extraites des archives judiciaires rwandaises. Les équipes de procès devront aussi se déplacer pour préparer la réfutation des dépositions de témoins de la défense. De plus, les équipes de procès devront se rendre à Kigali pour des consultations sur le libellé des actes d'accusation et autres documents, ainsi que pour se familiariser avec les lieux des crimes, s'entretenir avec les enquêteurs, veiller à ce que tous les éléments de preuve soient versés aux dossiers, et préparer les témoins.

Frais généraux de fonctionnement

27. Les dépenses additionnelles (184 100 dollars) couvriront le coût des services fournis par le Groupe du renseignement pour la protection des témoins de l'accusation, des agents implantés et des informateurs.

Contributions du personnel

28. Les dépenses prévues au titre des contributions du personnel pour les postes visés au paragraphe 24 (personnel temporaire autre que pour les réunions) se chiffrent à 760 000 dollars. Elles seront compensées par des recettes du même montant provenant des contributions du personnel.

C. Greffe

Tableau 5

Dépenses additionnelles prévues, par objet de dépenses – Greffe

(En milliers de dollars des États-Unis)

Budget statutaire

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montant inscrit au budget approuvé pour 2008-2009</i>	<i>Augmentation</i>	<i>Montant révisé pour 2008-2009</i>
Postes	120 322,0	–	120 322,0
Autres dépenses de personnel	11 499,7	9 874,5	21 374,2
Consultants et experts	504,6	–	504,6
Voyages	2 589,9	435,0	3 024,9
Services contractuels	21 450,1	7 234,4	28 684,5
Frais généraux de fonctionnement	12 944,5	415,4	13 359,9
Frais de représentation	7,1	–	7,1
Fournitures et accessoires	2 681,7	291,0	2 972,7
Mobilier et matériel	1 685,9	–	1 685,9
Travaux d'amélioration des locaux	289,8	–	289,8
Subventions et contributions	2 787,2	–	2 787,2
Contributions du personnel	13 998,4	1 132,0	15 130,4
Total (brut)	190 760,9	19 382,3	210 143,2
Recettes			
Recettes provenant des contributions du personnel	13 998,4	1 132,0	15 130,4
Total (net)	176 762,5	18 250,3	195 012,8

Dépenses additionnelles

Autres dépenses de personnel

29. Les dépenses additionnelles prévues (9 874 500) se décomposent comme suit :

a) Personnel temporaire (autre que pour les réunions) : 9 574 500 dollars.

Ces dépenses permettront :

i) De maintenir pour un maximum de neuf mois les fonctions relevant des 126 postes qu'il était prévu de supprimer avec effet au 1^{er} janvier 2009 (2 P-5, 2 P-4, 8 P-3, 12 P-2, 27 postes d'agent des services généraux (Autres classes), 19 postes d'agent du Service de sécurité et 56 postes d'agent local);

ii) De maintenir, pour trois mois supplémentaires, les fonctions relevant des 146 postes qu'il était prévu de supprimer avec effet au 1^{er} juillet 2009 (2 P-4, 14 P-3, 28 P-2, 1 poste d'agent des services généraux (1^{re} classe), 19 postes d'agent des services généraux (Autres classes), 4 postes d'agent du Service mobile, 18 postes d'agent du Service de sécurité et 60 postes d'agent local).

Le montant des dépenses prévues au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) pour le maintien jusqu'au 30 septembre 2009 des fonctions susmentionnées a été calculé compte tenu du calendrier révisé des procès pour 2009;

b) Heures supplémentaires : 300 000 dollars. Cette somme servira à couvrir le coût des heures supplémentaires à prévoir pour les audiences et déplacements de témoins supplémentaires qu'implique le respect du calendrier révisé des procès.

Voyages

30. Les dépenses additionnelles prévues (435 000 dollars) couvriront les frais de déplacement supplémentaires (frais de voyage et indemnité de subsistance) qu'entraînera l'application du calendrier révisé des procès, pour les témoins à charge et à décharge et pour les fonctionnaires du Tribunal affectés à l'assistance aux témoins et à d'autres tâches. On prévoit que 540 témoins supplémentaires pourraient être cités en 2009. Entrent dans le calcul des frais de voyage le coût des documents de voyage, le coût des déplacements locaux, les frais d'hébergement et le coût de l'indemnité de subsistance.

Services contractuels

31. Les dépenses additionnelles prévues en fonction du calendrier révisé des procès (7 234 400 dollars) couvriront principalement les coûts honoraires des avocats rémunérés selon la formule du forfait. Les dépenses prévues comprennent de quoi couvrir les honoraires et les frais remboursables des équipes d'avocats commis d'office par le Procureur à la défense des inculpés incapables de pourvoir à leur représentation et considérés comme indigents au sens de l'article 4 de la Directive relative à la commission d'office de conseils de la défense. Chaque équipe se compose d'un avocat principal, d'un avocat adjoint, de deux enquêteurs et d'un assistant.

Frais généraux de fonctionnement

32. Les dépenses additionnelles prévues en fonction du calendrier révisé des procès (415 400 dollars) se rapportent à l'exploitation de l'avion léger Beechcraft

dont dispose le Tribunal, qui sera utilisé plus fréquemment en raison de l'augmentation du nombre des déplacements de témoins prévus pour 2009, en particulier entre Kigali et Arusha. Le montant prévu comprend les frais généraux d'exploitation, la rémunération de l'équipage, les frais de maintenance, les redevances d'atterrissage et de stationnement, le coût des services d'assistance en escale et les frais supplémentaires d'assurance et de hangar.

Fournitures et accessoires

33. Les dépenses additionnelles (291 000 dollars) couvriront les coûts supplémentaires imputables à l'augmentation du nombre des déplacements de témoins, de détenus et de fonctionnaires qui résultera de l'application du calendrier révisé des procès pour 2009 (241 000 dollars pour l'achat de carburant et de lubrifiants et 50 000 dollars pour l'achat de fournitures pour les équipements audiovisuels).

Contributions du personnel

34. Les dépenses au titre des contributions du personnel (1 132 000 dollars) afférentes aux postes visés au paragraphe 29 (personnel temporaire autre que pour les réunions) seront compensées par des recettes d'un montant égal provenant des contributions du personnel.

V. Décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre

35. L'Assemblée générale est invitée à :

- a) **Prendre acte du présent rapport;**
- b) **Ouvrir pour l'exercice 2008-2009 un crédit additionnel d'un montant brut de 28 851 100 dollars (montant net : 26 959 100 dollars), pour inscription au Compte spécial du Tribunal pénal international pour le Rwanda.**